**Modèle d’arrêté**

***De fin anticipée de détachement sur emploi fonctionnel à sa demande d’un fonctionnaire de la fonction publique d’État***

🕬 Les mots inscrits en italique et cet encadré doivent faire l’objet d’un choix et/ou être enlevés dans la version définitive de l’arrêté.

*Logo ou blason de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

*Nom du département*

*Nom de l’arrondissement*

*Nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public*

**Arrêté n°20***…***- …** *(n° d’ordre)*

**portant fin de détachement sur l’emploi fonctionnel de Directeur …** *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* **de** *Madame ou Monsieur* **…** *(prénom et NOM de l’agent)*

*Le-La Maire-Président-Présidente de* … *(nom de la collectivité territoriale ou de l’établissement public sauf si vous inscrivez ce nom en haut à gauche),*

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article …[[1]](#footnote-1),

OU

*(Pour les CIAS et CCAS)* Vu le Code de l’action sociale et des familles, notamment son article R.123-23,

OU

*(Pour les caisses de crédit municipal)* Vu le Code monétaire et financier, notamment son article L.514-2,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.544-1 à L.544-7,

Vu le Code des relations entre le public et l’administration, notamment ses articles L.211-2 à L.211-6,

**Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,**

*(Pour les CDG)* Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion,[[2]](#footnote-2) notamment son article 28,

Vu le décret n°85-986 du 16 septembre 1985 modifié, relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions, notamment ses articles 23 et 24,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 modifié, **relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration**,

*(Pour le CNFPT)* Vu le décret n°87-811 du 5 octobre 1987 modifié relatif au Centre national de la fonction publique territoriale, notamment son article 18[[3]](#footnote-3),

Vu le décret n°87-1101 modifié portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés

Vu le décret n° 87-1102 du 30 décembre 1987 modifié relatif à l’échelonnement indiciaire de certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés,

*Pour les emplois fonctionnels créés dans les établissements publics recensés à l’article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :*

Vu le décret n° 88-546 du 6 mai 1988 modifié fixant la liste des établissements publics mentionnés à l’article 53 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-614 du 16 mai 1988 modifiée et relatif à la perte d’emploi et au congé spécial de certains fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° … du ... *(date)*, portant statut particulier du cadre d’emplois des … *(dénomination du cadre d’emplois correspondant au grade d’origine de l’agent),*

*Pour les Régions, Départements, communes et établissements publics assimilés à une commune de plus de 150.000 habitants, les Centres interdépartementaux de gestion et le CNFPT :*

Vu le décret n°2016-1968 du 28 décembre 2016 modifié relatif à l'obligation de transmission d'une déclaration de situation patrimoniale prévue à l'article 25 quinquies de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu l’arrêté n°… du … *(date*) portant nomination par voie de détachement de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)* sur l’emploi fonctionnel de Directeur … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* des … *(catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* de la strate de … à … habitants.

Vu l’arrêté n° … *(n° d’ordre)* du … *(date)* fixant la dernière situation de *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent) au … (grade)* et le classant au ... *(nombre)* échelon, Indice Brut ... *(nombre)*, Indice Majoré ... *(nombre)*, avec une ancienneté conservée de … *(année, mois et jours),*

Considérant que *Madame ou Monsieur* … *(prénom et NOM de l’agent)*, par courrier en date du …, reçu le … a demandé à mettre fin de manière anticipée à son détachement sur l’emploi fonctionnel de … *(dénomination de l’emploi fonctionnel occupé)*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

Il est mis fin au détachement de *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* occupant l’emploi fonctionnel de Directeur … *(dénomination de l’emploi fonctionnel)* des … *(catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement)* de la strate de … à … habitants depuis le … *(date).*

Article 2 :

La fin de détachement prend effet à compter du … *(date)*.

**Article 3 :**

A la date mentionnée à l’article 2, *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est réintégré(e) dans son administration d’origine.

*(Le cas échéant)* **Article 4 :**

En l’absence de réintégration à la date mentionnée à l’article 2, *Madame ou Monsieur … (prénom et nom de l’agent)* est placée en disponibilité par son administration d’origine

*(Le cas échéant)* **Article 5 :**

*Monsieur ou Madame* … *(prénom de l’agent*) est astreint à une déclaration de patrimoine dans les deux mois suivant la date d’effet du présent arrêté.

**Article 6 :**

L’arrêté n° … du … *(date)* portant détachement ou renouvellement de détachement est abrogé à compter du … *(date d’effet du présent arrêté).*

**Article 7 :**

*Le Directeur général adjoint des services* est chargéde l’exécution du présent arrêté.

**Article 8 :**

Une ampliation sera adressée *au Président/ à la Présidente* du Centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale du … *(Nom du département)* et au comptable principal de … (*nom de la commune ou de l’établissement public*).

**Article 9 :**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux auprès du *Maire de la commune* *OU du Président/ de la Présidente de … (nom de la catégorie de la collectivité territoriale ou de l’établissement public concerné)* et/ou d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d’Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l’application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr

*Monsieur ou Madame le* *Maire-Président/Présidente* certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

*Le-la* *Maire-Président/Présidente*

*Prénom NOM*

Fait à … *(nom de la commune ou de la commune siège de la collectivité territoriale ou de l’établissement),*

Le … *(date),* en double exemplaires

Notifié le … *(date)*

Signature de l’agent :

Transmis au Représentant de l’État le … *(date)*

1. *(L.2122-18 pour les communes, L.3221-3 pour les départements, L.4231-3 pour les régions, L.5211-9 pour les groupements de collectivités territoriales),* [↑](#footnote-ref-1)
2. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel d’un CDG, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-2)
3. *Si l’arrêté concerne un emploi fonctionnel du CNFPT, il faut enlever le visa du CGCT* [↑](#footnote-ref-3)